

RAOUL-MARC JENNAIR

Cinq raisons de voter contre la Constitution européenne



Raoul-Marc Jennar, l'un des principaux intellectuels engagés dans le débat référendaire français, votera « non » au projet de Traité constitutionnel européen. Quand l'essentiel est en cause, il faut savoir résister, écrit-il. Pour lui, ce texte est inaccessible aux citoyens ; il rompt avec l'objectif initial de l'Union ; il professe une doctrine néolibérale ; il renie les valeurs européennes ; et il sera en outre difficile à modifier.

page 2

Rien n'est résolu au Kosovo

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Les présidents albanais et kosovar, Alfred Moisiu et Ibrahim Rugova, militent pour une séparation du Kosovo et de la Serbie. Le second, plus explicite, appelle à une indépendance qui devra se faire avec ou sans l'aval de la Russie. Cette situation est vécue comme un nouvelle humiliation par le général Léonid Ivashov qui estime que la Russie n'aurait pas dû laisser commencer cette guerre et qu'il ne faudra plus reproduire cette erreur.

page 6

REPÈRE : 12 MAI 1886

Les plombiers polonais ne sont pas les bienvenus à Milwaukee

En 1886, suite à la décision de la société des chemins de fers de ne plus embaucher d'ouvriers immigrants polonais, jugés trop revendicatifs, le quotidien Milwaukee Daily Sentinel lance une violente campagne anti polonaise dans cette ville peuplée majoritairement par des immigrants allemands. Arrivés depuis 1870, les « polaks » occupent traditionnellement les postes les plus durs et les moins bien payés mais commencent à grimper dans l'échelle sociale, et notamment dans l'artisanat (menuiserie, plomberie) où ils cassent les prix. Ils ont également l'outrecuidance de réclamer la journée des 8 heures et de former le gros des troupes du mouvement syndical. C'en est trop pour la population allemande de Milwaukee qui organisera plusieurs pogroms, saccageant les boutiques des « plombiers polonais »... ■



ECHANGE DE BONS PROCÉDÉS ENTRE ISLAMABAD ET WASHINGTON...

Selon George W. Bush, la capture par les services pakistanais de Abu Faraj al-Libbi, qu'il a décrit comme un « général de haut rang », ou encore un « important coordinateur et planificateur en chef du réseau Al Qaida », constitue « une victoire essentielle dans la guerre au terrorisme ».

Or nous avions déjà montré l'incohérence totale entre les actions des autorités pakistanaises, plus préoccupées par la répression à l'encontre des opposants au régime de Musharraf que par la capture de Ben Laden, et celles des services états-unis. Tout cela montrait clairement l'instrumentalisation de la guerre au terrorisme par les gouvernements inféodés à Washington. Aujourd'hui, Washington instrumentalise à son tour la répression au Pakistan pour tenter de convaincre les sceptiques de la « guerre au terrorisme ». ■

Raoul-Marc Jennar

Cinq raisons de voter contre la Constitution européenne

Raoul-Marc Jennar, l'un des principaux intellectuels engagés dans le débat référendaire français, votera « non » au projet de Traité constitutionnel européen. Quand l'essentiel est en cause, il faut savoir résister, écrit-il. Pour lui, ce texte est inaccessible aux citoyens ; il rompt avec l'objectif initial de l'Union ; il professe une doctrine néolibérale ; il renie les valeurs européennes ; et il sera en outre difficile à modifier.



1. Il faut s'opposer à ce traité auquel on donne la force d'une Constitution, parce qu'une Constitution, c'est un texte court, précis, accessible au plus grand nombre.

On nous demande de dire « oui » à un texte de 448 articles dont on ne comprend la portée réelle que si, en plus, on lit 440 pages d'annexes.

On nous demande de dire « oui » à un texte confus, qui ne définit pas un certain nombre de concepts comme « service d'intérêt économique général » et dont certains articles sont contredits par d'autres, un texte qui n'a simplifié ni les traités existants ni les institutions existantes.

Enfin, on nous demande de dire « oui » à un texte d'une complexité telle qu'il est bien souvent incompréhensible.

Comment peut-on dire « oui » à quelque chose qu'on ne comprend pas ?

2. Ce traité est inacceptable parce qu'il rompt avec ce qui fut pendant près de 50 ans la raison d'être et le moteur de la construction européenne : l'harmonisation.

L'espérance européenne est d'abord un espoir d'égalité entre les peuples : égalité du niveau de vie, égalité des chances.

Ce traité abandonne l'harmonisation pour la compétition, puisque l'harmonisation dépendra désormais des règles du marché et non plus de la volonté commune des Etats membres (art. 209).

3. Ce traité est inacceptable, parce que ce n'est pas une Constitution mais un catéchisme néolibéral.

Ce texte réduit les fonctions essentielles des Etats à des fonctions sécuritaires (art. 5).

Ce texte subordonne toutes les politiques sociales et environnementales aux lois du marché - à une économie de marché qui n'est plus cette économie de marché réglementée que nous avons pratiquée depuis la Libération et qui est compatible avec un fort niveau de protection sociale, mais une économie de marché désormais conforme aux règles de l'OMC, une économie de marché où « *la concurrence est libre et non faussée* » (art 3).

Cette Constitution consacre le principe « tous les pouvoirs émanent de l'argent ».

4. Ce qui caractérise ce « traité établissant une Constitution pour l'Europe » renie les valeurs nées en Europe :

- ▶ c'est en Europe qu'est né le principe de laïcité. La Constitution ne le consacre pas et choisit de reconnaître et de subventionner les cultes. Elle permet la manifestation des opinions religieuses dans les lieux et établissements publics.
- ▶ c'est en Europe que fut arraché - et à quel prix ! - le principe : « *tous les pouvoirs émanent du peuple* ». Ce principe fondateur de la démocratie n'est ni inscrit, ni mis en œuvre dans ce traité ayant force de Constitution.
- ▶ c'est en Europe qu'on a établi les caractéristiques principales de la démocratie : séparation des pouvoirs et contrôle parlementaire du pouvoir. Le texte qu'on nous demande d'accepter organise la confusion des pouvoirs entre l'Exécutif et le Législatif et constitutionnalise ce qu'on appelle depuis près de 50 ans le « déficit démocratique européen » - à savoir que la Commission (qui n'est pas issue du suffrage universel) conserve le monopole de toute initiative et que l'institution suprême de la décision européenne - le Conseil des Ministres - n'est comptable de ses choix politiques devant personne, ni devant nous, ni devant ceux que nous élisons aux Parlements nationaux ou au Parlement européen.
- ▶ c'est en Europe que furent, au prix de luttes politiques et sociales extrêmement dures, arrachés les droits collectifs, les droits sociaux qui organisent la solidarité dans une société de liberté.

Ce que la Constitution et la loi françaises ont consacré - ce qui se trouve également dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui fut pour l'essentiel rédigée par des Européens - le droit à l'éducation, le droit à la santé,

le droit à la culture, les droits à prestation (comme le droit au logement, à un minimum d'existence, au travail, à un salaire minimum, à l'allocation de chômage, à une pension de retraite) est absent du texte qu'on nous demande d'accepter. Mis à part le droit à l'éducation, aucun de ces droits ne se trouve dans cette Constitution bâtarde qui se limite à nous octroyer le « droit de travailler » ou qui se contente de « reconnaître et respecter » ce qui existe sans le reprendre à son compte.

► c'est en Europe qu'ont été conçus les services publics, ces outils qui fournissent aux pouvoirs publics locaux, régionaux et nationaux, la possibilité que les services auxquels tous ont droit soient accessibles à tous.

La Constitution qu'on veut nous imposer ignore la notion de service comme processus de mise en œuvre des droits collectifs. Elle ignore les services publics - qui ne peuvent être soumis aux règles de rentabilité - et ne parle que des services d'intérêt économique général qui sont soumis aux lois de la concurrence et à la logique de la rentabilité.

► enfin, c'est en Europe que la notion d'un ordre mondial basé sur la force du droit plutôt que sur le droit de la force a été conceptualisée. La Constitution qu'on veut nous imposer soumet la politique étrangère et de défense de l'Europe à l'OTAN dont il est clairement écrit qu'elle est « le fondement de la défense collective et l'instance de sa mise en œuvre. »

Qui, en dernier ressort, dirige l'OTAN ?

Le Président des Etats-Unis d'Amérique.

5. Enfin, cette Constitution est inacceptable parce qu'on ne pourra pas la changer.

A 25 aujourd'hui, à 27 dans deux ans, avec des pays dont les gouvernements, conduits par des libéraux de droite ou de gauche, nous disent qu'ils veulent l'unanimité pour qu'il n'y ait aucune modification en matière fiscale, en matière sociale, en matière environnementale ; avec des pays qui considèrent que les concessions faites pour adhérer à l'Union représentent l'effort maximum d'une génération, la règle de l'unanimité - unique au monde - va imposer cette Constitution non seulement à nous-mêmes, mais à nos enfants et petits enfants.

Souvenons-nous de la mise en garde de Mirabeau : « *les hommes passent la moitié de leur vie à se forger des chaînes et l'autre moitié à se plaindre de les porter.* »

Accepter cette Constitution, c'est nous aliéner et aliéner les générations à venir. C'est accepter des chaînes que nos aînés avaient brisées.

Rejeter ce texte, c'est s'obliger à remettre le travail sur le métier.

Car le rejet de cette Constitution n'annonce pas la fin de l'Europe.

Il n'y aura ni vide, ni chaos : le traité de Rome de 1957, modifié par les traités successifs, demeure.

Ce texte n'est pas l'Europe, ce n'est qu'un mauvais texte à propos d'une vision de l'Europe étrangère à l'Europe.

Nous ne sommes ni des banquiers, ni des hommes d'affaires ; nous ne sommes ni des technocrates, ni des politiques. *Nous sommes le peuple.*

Rejeter la Constitution proposée, c'est signifier aux gouvernements et aux élus que nous voulons une Europe européenne où la solidarité s'organise dans la liberté, où l'égalité s'impose dans la diversité, où l'homme vit en harmonie avec

la nature, où le rapport aux autres peuples du monde rompt définitivement avec toutes les formes de néocolonialisme et d'impérialisme.

Nous sommes confrontés au plus important des choix que nous ayons eu à faire depuis 1945 : se résigner ou résister.

Quand l'essentiel est en cause, il faut savoir dire « NON ».

Raoul Marc Jennar

Docteur en science politique, chercheur auprès de l'Unité de Recherche, de Formation et d'Information sur la Globalisation (URFIG), militant de gauche, signataire de « l'Appel des 200 ».

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Rien n'est résolu au Kosovo

Analyse

Bien qu'ayant quitté les « unes » de la presse, la situation dans les Balkans reste confuse après les guerres en Bosnie, puis au Kosovo. Cette région, toujours formellement attachée à la Serbie-Monténégro a fait l'objet d'un nettoyage ethnique après la guerre. La quasi-totalité de la population serbophone en a été chassée une fois la « paix » revenue. Toujours occupé par l'OTAN, elle est devenue, avec l'Albanie, la plaque tournante de nombreux trafics en direction de l'Europe. Le statut de cette région n'est toujours pas fixé internationalement. Le président albanais, le très atlantiste Alfred Moisiu, revient sur cette question dans une interview accordée à *Ria Novosti*. Il s'y montre peu clair sur l'avenir qu'il souhaite pour le Kosovo : cette région doit être séparée de la Serbie, mais il ne parle pas formellement d'indépendance et prétend ne pas rêver d'une grande Albanie. Quoi qu'il en soit, il affirme espérer une prochaine adhésion de son pays à l'OTAN et vante la guerre que l'Alliance atlantique a menée en 1999 contre la Serbie. Pour cela, il n'hésite pas à évoquer le génocide qui aurait été alors perpétré, quand bien même les auditions du Tribunal pénal international ont montré qu'il n'a jamais eu lieu. De son côté, le président albanophone du Kosovo, Ibrahim Rugova, milite dans *Die Presse* pour l'indépendance de son pays. Il utilise des arguments similaires à ceux de James Dobbins et Wesley Clark, estimant que l'indépendance est la seule solution pour développer son pays et qu'il ne faut pas s'appuyer sur l'ONU pour y parvenir. Il appelle donc l'Union européenne et les États-Unis à déclarer unilatéralement l'indépendance. À nouveau, la Russie serait marginalisée.

Loin de partager ce point de vue, l'ancien envoyé spécial de l'Allemagne dans les Balkans, Hans Koschnick, estime dans *Der Spiegel* que la situation au Kosovo n'évoluera pas avant longtemps. Analysant la situation des États nés de l'ex-Yougoslavie et leurs chances d'entrer dans l'Union européenne, il prétend qu'il

est possible de travailler avec tous, à l'exception de la Croatie qui se montre agressive avec ses voisins et trop nationaliste.

La guerre du Kosovo avait été perçue par une population russe humiliée comme un nouveau coup porté à l'influence de leur pays en Europe. Aujourd'hui encore, cette guerre reste un symbole. Dans *Vremya Novostey*, l'ancien général russe, Léonid Ivashov exprime sa colère à propos de la façon dont il a été traité lors de son témoignage au tribunal de La Haye au procès de Milosevic. Il prétend que ses déclarations ont été tronquées dans les compte-rendus d'audience et que le procureur s'est montré insultant pour le passé socialiste de la Russie et pour l'identité slave. Rappelant que cette guerre a été provoquée par les gangs mafieux et nationalistes albanophones avec le soutien de Madeleine Albright, il estime que la Russie a eu tort de la laisser commettre et qu'il ne devra pas y avoir de prochaine fois.

Loin de la question des commémoration du 9 mai qui a occupé une bonne part de la presse mondiale cette semaine, le *Daily Star* a publié une série de tribunes sur la viabilité économique d'un futur État palestinien.

Pour le ministre au Plan de l'Autorité palestinienne, Ghassan Khatib, la question des ressources d'un hypothétique futur État palestinien est liée à deux points à éclaircir : le sort des réfugiés palestiniens et celui des colons. Comme il n'est pas à exclure que les colons restent là où ils se trouvent à l'intérieur des frontières du futur État, il faudra décider la part des terres qu'ils occupent qu'il faudra rendre aux réfugiés qui en ont été chassés. En effet, sans cette redistribution, on se retrouverait dans une situation identique à l'Afrique du Sud de l'après apartheid où des noirs ont pu accéder au pouvoir politique, tandis que le pouvoir économique restait confisqué par des blancs. Plus largement, cette tribune pose en elle-même les limites de la solution des deux États.

Cette question des ressources est analysée très différemment par Nigel Roberts et Stefano Mocci, envoyés de la Banque mondiale à Gaza et en Cisjordanie. N'abordant pas du tout la question du partage des ressources entre Palestiniens et colons dans les territoires, ils affirment que l'économie doit s'y développer grâce à une série de réformes libérales que doit mettre en œuvre Mahmoud Abbas. Cette approche va dans le même sens que les conclusions de la conférence du Milken Institute qui rassemblaient des personnalités démocrates et de grands chefs d'entreprises. L'ancien rédacteur en chef de la publication de l'AIPAC, M.J. Rosenberg commente cette conférence et recommande une « privatisation » du processus de paix : en mettant en place des initiatives économiques privées israélo-palestiniennes, l'économie de la région s'améliorera et le processus de paix sera garanti par des intérêts communs. Mais pour cela, bien sûr, il faut à nouveau des réformes côté palestinien. Cette convergence n'est pas un hasard : la Banque mondiale est désormais présidée par Paul Wolfowitz, ancien responsable de l'AIPAC.

Réseau Voltaire

Alfred Moisiu



Ancien résistant (1943-1945), Alfred Moisiu a été élu président de l'Albanie en 2002, à l'âge de 72 ans. Les cinq années précédentes, il a présidé l'Association atlantique albanaise (relations avec l'OTAN), après avoir exercé les fonctions de vice-ministre de la Défense au début des années 90.

« Interview du président albanais Alfred Moisiu »

Source : Ria Novosti (Fédération de Russie)

Référence : « », par Alfred Moisiu, *Ria Novosti*, 7 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

La phase de transition politique et économique n'est pas totalement achevée en Albanie. Les réformes ont donné des résultats, mais nous sommes encore loin de ce que nous escomptons. Les difficultés n'ont pas seulement un caractère technique, mais aussi psychologique et politique. Le passage d'un régime totalitaire à une démocratie pluraliste implique un changement de mentalité. L'Albanie se trouve dans une zone de conflits qui ont provoqué la chute de l'ancienne Yougoslavie et qui nous fragilise. Nos chances de réussite sont plus grandes maintenant que la région se dirige vers la paix et la stabilité. L'Albanie est connue pour être un pays de transit pour toutes sortes de trafics entre l'Est et l'Ouest, mais nous avons créé une juridiction spéciale et ce type de criminalité a déjà baissé. Nous sommes résolu à éradiquer le trafic avec l'Italie. Nous sommes actuellement à la veille d'une campagne électorale pour les législatives et ces élections sont l'espoir pour nous d'une intégration euro-atlantique. Nous espérons recevoir une invitation à intégrer l'OTAN dans les deux années à venir et à parachever l'accord d'association avec l'Union européenne.

Il faut se souvenir de ce qui s'est passé au Kosovo à chaque fois que nous avons affaire à des dictateurs ou des projets ultra-nationaliste dirigés contre d'autres groupes ethniques. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les gouvernements albanais et yougoslaves avaient signé un pacte d'association en cas d'agression à condition de résoudre la question du Kosovo par un référendum. La guerre s'est terminée, l'Albanie, la Yougoslavie et avec elle le Kosovo ont été libérés et la promesse n'a pas été tenue. Il a fallu un demi-siècle pour que l'on comprenne que le projet de garder le Kosovo par la force et la répression était une erreur. Le Kosovo représente aujourd'hui un exemple de victoire du bien sur le mal, de la paix sur la guerre. Les changements historiques provoqués par l'OTAN sous commandement US ont mis fin à une guerre, à un génocide contre des innocents et apporté la stabilité. Les actions de l'OTAN ont évité une catastrophe humanitaire en Europe, l'éviction de 60 % de la population de la région et le danger majeur d'un conflit généralisé. Nous sommes reconnaissants à Eltsine pour sa compréhension envers l'intervention de l'OTAN.

Nous pensons que tout retard dans le règlement de la question du Kosovo offre un espace pour les extrémistes des deux bords. Nous saluons les dernières déclarations des Américains et de l'Union européenne sur l'impossibilité de revenir au statut de 1999 et de diviser le Kosovo pour l'associer à un autre État. Le gouvernement albanais et les Albanais de la région n'ont pas pour objectif la constitution d'une grande Albanie amenant l'éclatement des pays voisins. Nous avons une histoire remplie de conflits sanglants, mais nous n'avons jamais déclenché de guerre ni cherché à aggraver nos voisins.

Ibrahim Rugova



Ibrahim Rugova est président de la province autonome du Kosovo. Lorsque la Serbie supprime l'autonomie de la province en 1989, il crée la Ligue démocratique du Kosovo (LDK). Prônant la non-violence, il est élu président du Kosovo en 1992 et 1998, lors d'élections clandestines. Assigné à résidence à Pristina par l'autorité serbe en 1999, il gagne l'Italie. Il revient après que l'OTAN ait forcé la Serbie à retirer ses troupes du Kosovo, où les élections municipales de 2000 (sous l'égide de l'ONU) donnent la majorité à la LDK. Il est porté en 2002 à la tête de la province autonome qui veut obtenir une indépendance réelle puis élu à ce poste en 2004.

« Au Kosovo, le temps de la haine est passé »

Source : Die Presse (Autriche)

Référence : « Im Kosovo ist die Zeit des Hasses vorüber », par Ibrahim Rugova, *Die Presse*, 30 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je suis pour une reconnaissance directe de l'indépendance du Kosovo par l'Union européenne et les États-Unis. Cela apporterait la stabilité dans cette partie de l'Europe et dans la société kosovare, en Macédoine où réside une importante communauté albanaise et aussi en Albanie, au Monténégro et en Serbie. La société internationale va évaluer si nous remplissons les critères et ensuite réfléchir au statut du Kosovo. Je pense que cette reconnaissance directe est la meilleure solution, contrairement à la mission de l'ONU au Kosovo (Unmik) qui estime que le dernier mot doit revenir au conseil de sécurité de l'ONU. La solution proposée par ce think-tank, la Commission internationale pour les Balkans, qui prévoit un plan en quatre étapes et une indépendance dans quelques années n'est pas satisfaisante non-plus. Laisser cette question ouverte offrirait simplement des possibilités de manipulations à nos voisins. Les échos venant de Russie, des États-Unis et de certains membres de l'Union européenne sont plutôt négatifs vis-à-vis de cette indépendance. C'est pourtant une question pratique pour nous, c'est le seul moyen d'accéder aux institutions de financement et à une représentation diplomatique à l'étranger. Nous nous concentrons sur le développement intérieur, le temps de la haine est passé. C'est qu'au Kosovo comme partout, nous avons un gouvernement et une opposition qui naturellement critique le régime sans pour autant que nous soyons en crise. Une partie de la communauté internationale ne s'est pas habituée au fait que la démocratie existe désormais au Kosovo. La plate-forme commune de tous les partis est l'indépendance, nous sommes unis sur ce point. Si nous discutons du statut, l'opposition participera et bien sûr les institutions légales dirigeront les débats. Je ne pense pas qu'une rencontre avec le président serbe Boris Tadic en mai, lors de la conférence sur la reconstruction à Paris, apporte grand-chose. Il y a déjà des échanges entre Belgrade et Pristina sur les questions techniques. La Serbie peut très bien participer à une conférence internationale sur le Kosovo, mais sans le droit d'opposer son veto au futur statut du pays.

Hans Koschnick



Ancien maire de Brême, Hans Koschnick le représentant de l'Union européenne à Mostar (1994-1996), puis responsable pour la Bosnie au gouvernement fédéral allemand (1998-1999).

« Nous devons européeniser les Balkans »

Source : Der Spiegel (Allemagne)

Référence : « Wir müssen den Balkan europäisieren », par Hans Koschnick, *Der Spiegel*, 3 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

L'éclatement de la Yougoslavie n'a pas seulement créé des pays indépendants, il les a poussés hors de leur espace. La Slovénie, qui se voit en pays pré-alpin, a des liens plus forts avec le Frioul, la Vénétie ou l'Autriche qu'avec la Croatie. De l'autre côté, la Croatie menace de mener un Anschluss à l'Ouest, vers la Mitteleuropa. C'est pour cette raison que la Bosnie-Herzégovine est toujours sous la surveillance de la communauté internationale.

L'Europe a fermé la porte à la Croatie à cause de son manque de coopération avec le tribunal de La Haye dans le dossier Ante Gotovina. Le problème, c'est qu'une partie de la population et du gouvernement le perçoit comme un héros qui les a libérés ou protégés. Cette livraison provoquerait des tensions, il ne s'agit cependant pas d'intégrer seulement l'Europe économique, mais d'accepter aussi ses valeurs. De l'Ouest jusqu'à Zagreb, les gens sont pro-européens, moins dans les régions frontalières de la Bosnie et de la Serbie, très peu en Dalmatie. Certains sont d'accords quand il s'agit de tourisme, mais ne veulent pas se lier à l'identité européenne.

Trop de citoyens en Bosnie-Herzégovine, surtout des musulmans, ne vivent pas là où ils résidaient auparavant. Seule une moitié des deux millions de réfugiés est rentrée. Une partie ne veut pas rentrer, l'autre n'en a pas la possibilité. Les Balkans seront européens uniquement dans la mesure où nous ferons de la Bosnie-Herzégovine un état stable où les trois groupes (Serbes, Bosniaques et Croates) pourront conserver leur identité culturelle et régionale, tout en servant un État commun. Malgré la présence en Bosnie-Herzégovine de deux parties distinctes, d'une économie faible, de chômage et de pauvreté, il y a de réelles perspectives d'entrer dans l'Union européenne. Ils réussiront à s'entendre sinon personne n'investira, ils devront aussi apprendre à prendre des décisions sans l'aide de la communauté internationale. Les casques bleus demeureront tant que l'armée ne sera pas unifiée et tant qu'il y aura des groupes rivaux.

Les gens à Mostar sont prêts à vivre ensemble, mais la ville demeure un problème car les Croates y voient volontiers leur centre régional, comme Sarajevo est le centre des Bosniaques. Le problème de la Serbie sera résolu quand disparaîtront les dernières scories du vieux nationalisme. Il y a deux problèmes : le Monténégro et le Kosovo. Le Monténégro n'est pas assez stable économiquement et il est très lié avec la Serbie culturellement. Il faut d'abord résoudre le problème du Kosovo. La communauté internationale doit assurer à ses habitants la possibilité de défendre leurs intérêts et de pouvoir s'autodéterminer. Les violences sont susceptibles de reprendre à tout moment entre Serbes et Kosovars. Il y a des signaux à Belgrade qui indiquent que la Serbie est prête à parler du Kosovo, mais je crois que les casques bleus resteront aussi longtemps qu'à Chypre. La Macédoine n'est pas encore arrivée très loin

économiquement, mais je pense que les discussions pour son entrée dans l'Union européenne commenceront après celles de la Bulgarie et de la Roumanie, pas avant la Serbie dans tous les cas. Les Européens ne doivent pas participer à une désintégration. Le mieux serait d'englober tous ces États, en dehors de la Croatie, et de faire en sorte que les frontières soient légitimes culturellement et légalement sans faire d'exclusion économique. Il s'agit de créer un espace ouvert comme nous avons dans l'Union européenne. Nous devons européeniser les Balkans.

Léonid Ivashov

Le général Léonid Ivashov est ancien fonctionnaire de la Défense russe et responsable du département de Coopération militaire internationale. Il est actuellement vice-président de l'Académie russe de géopolitique.

« J'ai dû défendre l'honneur de la Russie au tribunal de La Haye »

Source : Vremya Novostyey (Fédération de Russie)

Référence : « », par Léonid Ivashov, *Vremya Novostyey*, 28 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

J'ai dû témoigner pendant 10 heures dans l'affaire Milosevic. Je dois encore défendre l'ancien chef d'état-major des armées yougoslaves, le général Dragoljub Oidanic. J'ai été effrayé par le sténogramme de mon audition, c'était plein d'erreurs, d'oublis, de phrases incomplètes. Avec le vocabulaire militaire et la double traduction simultanée, il ne reste pas grand-chose, j'aurais dû parler plus méthodiquement. Je suis par contre satisfait de la vidéo de mes déclarations, c'est sur cette base que nous allons publier avec Nikolai Ryjkov (à l'époque responsable de la commission sur la Yougoslavie à la Douma) et Evgueni Primakov (Premier ministre en ce temps là), une version littéraire des sténogrammes.

Le procureur Jeffrey Nice a mis notre parole en doute. Il nous accuse d'avoir écouté illégalement des personnalités politiques alors que nous écoutions des terroristes kosovars, dont l'un d'eux se trouvait il est vrai en conversation avec **Madeleine Albright** (Il s'agit d'Ibrahim Taci à qui elle avait promis un référendum sur le Kosovo en échange de son accord pour l'intervention de l'OTAN). Il a aussi déformé mes propos et il s'est permis de me dire qu'il me pardonnait car j'ai grandi dans un pays socialiste et que je ne comprend pas la démocratie occidentale, que je suis un slave et que je suis obligé de défendre les Serbes. J'ai défendu mon honneur et celui de la Russie.

Il n'y a pas eu de génocide des Albanais au Kosovo. Des Albanais, parmi eux des officiers, m'ont dit qu'ils vivaient bien, qu'ils avaient des postes, mais que les boïevikis leur ont demandé de les quitter. Il est prouvé que ce sont les narcomafias albanaises-caucasiennes et turques qui ont commencé à déstabiliser la Yougoslavie. Le point central était Pristina. C'est le krach des pyramides financières albano-caucasiennes en 1996-1997 qui a déclenché les choses. Des armes bon marché sont apparues, des explosifs. Cette narcomafia était derrière le Mouvement de libération du Kosovo. Les services secrets allemands ont utilisé la situation, aidés par les Turcs.

Il n'y avait pas de position claire du gouvernement russe au sujet de cette guerre. Le ministère de la Défense s'était catégoriquement opposé à l'embargo

sur les armes en 1999, mais celui des Affaires étrangères l'a soutenu. Nous n'avons pas fait assez pour empêcher cette guerre. Nous avons pu observer les préparatifs de l'OTAN. J'avais dit à l'époque qu'il n'y aurait pas de guerre si les forces yougoslaves étaient capables d'infliger des pertes à leur futur adversaire. Seule la force peut contenir la force.

Ghassan Khatib



Analyste politique et ancien ministre du Travail de l'Autorité palestinienne, Ghassan Khatib est ministre palestinien du Plan. Il est co-rédacteur en chef avec Yossi Alpher de de Bitterlemons.Org et de Bitterlemons-International.Org.

« Les réfugiés palestiniens devraient avoir la priorité, pas les colons israéliens »

Source : Daily Star (Liban)

Référence : « Palestinian refugees should have priority, not Israeli settlers », par Ghassan Khatib, *Daily Star*, 7 mai 2005.

Les colonies israéliennes ont toujours été l'un des aspects les plus dangereux et les plus explosifs du conflit israélo-palestinien. Ces implantations provoquent des tensions directes et le vol de terrain est préjudiciable à la création d'un État palestinien viable.

Dans les analyses de ce que pourrait être un accord final, on trouve des propositions concernant ces colonies. Les suggestions allaient de leur destruction totale à leur maintien en l'état. Dans ce dernier cas, cela pouvait aussi bien prendre la forme d'une annexion de ces territoires par Israël ou bien du passage de ces colons du statut de citoyens israéliens à celui de citoyens palestiniens. Dans ce cas, il faudrait que les colons se soumettent aux lois palestiniennes, acceptent de rendre une partie de leurs terres car elles appartiennent parfois à des Palestiniens expulsés encore en vie. Cela poserait la question du nombre des colons car ceux ci occupent et consomment trop de ressources. Une telle situation serait en fait un retour à la situation d'avant l'arrivée massive de juifs européens quand la cohabitation entre juifs et musulmans palestiniens était pacifique.

Quoi qu'il en soit, la question des colonies n'est qu'un problème sommes toute mineur comparé à d'autres qui lui sont liés. La plus importante est celle du sort des réfugiés palestiniens au regard du Droit international.

Nigel Roberts , Stefano Mocci

Nigel Roberts est le directeur du département Gaza et Cisjordanie à la Banque mondiale.

Stefano Mocci est le responsable des affaires étrangères du département Gaza et Cisjordanie à la Banque mondiale.

« La paix peut échouer du fait de la pénurie palestinienne »

Source : Daily Star (Liban)

Référence : « Peace may crumple due to Palestinian penury », par Nigel Roberts et Stefano Mocci, *Daily Star*, 9 mai 2005.

La Banque mondiale a passé une bonne partie de l'année écoulée à discuter avec l'Autorité palestinienne, le gouvernement israélien et la communauté internationale afin de comprendre ce qui doit être fait pour revitaliser l'économie palestinienne. La croissance ne garantit pas la paix, mais la stagnation la rend plus difficile.

Quand le gouvernement israélien a annoncé en juin 2004 son plan de retrait de Gaza, il a été demandé à la Banque mondiale d'analyser l'impact sur les économies de la région. La Banque a conclu que la situation économique changerait peu. Le rapport demandait donc la mise en place d'une aide internationale soutenable. Durant la seconde intifada, l'aide internationale aux Palestiniens représentaient 300 dollars par an et par habitants, mais cela n'a pas empêché les revenus des Palestiniens de diminuer de 40 %. C'est l'illustration de ce que peut faire une politique d'aide dans un mauvais environnement politique.

Il faut que les Palestiniens puissent circuler plus librement et que l'Autorité palestinienne se réforme. Elle doit libéraliser son économie. Il s'agit là de pré-conditions à un versement de l'aide internationale.

M. J. Rosenberg

Ancien rédacteur en chef
du bulletin de l'AIPAC
(1982-1986), M.J.
Rosenberg est directeur
des analyses politiques de
l'Israel Policy Forum.

« L'argent peut amener la paix entre Israéliens et Palestiniens »

Source : Daily Star (Liban)

Référence : « Money can bring Israeli-Palestinian peace around », par *Daily Star*, 10 mai 2005.

Tout ceux qui doutent des bénéfices que la paix apporte devraient se rendre en Irlande du Nord. Il s'agit de la région qui connaît la plus forte croissance du Royaume-Uni depuis la signature des accords de paix qui ont mis fin à la guerre civile. En réalité, le processus lancé par les accords n'a pas abouti et on ne peut donc pas vraiment parler de paix. Toutefois, la situation s'est calmée et la violence s'est arrêtée. Cela a suffi pour améliorer les conditions de vie en Irlande du Nord, mais aussi en République d'Irlande. Les populations catholiques et protestantes touchent les dividendes de la paix et pour rien au monde elles ne reviendraient à l'état de guerre précédent.

La même logique peut s'appliquer aux Israéliens et aux Palestiniens. C'est le message de conclusion de la huitième **conférence annuelle du Milken Institute** au cours de laquelle débattaient ensemble **Al Gore**, **Rupert Murdoch**, **Wesley Clark** et sept Prix Nobel... pas mal. J'y ai entendu des Israéliens, des Palestiniens, des Arabes non-Palestiniens et des États-Unien discuter de la façon dont les investissements pouvaient améliorer la vie des Palestiniens et des Israéliens et faciliter le processus de paix. Pour l'analyste **Glenn Yago**, une des erreurs du processus d'Oslo a été de négliger l'économie. Il propose de « privatiser » le processus de paix en montant des projets économiques communs. Cette idée est également soutenue par la **Rand Corporation**. Cette conférence a illustré l'interdépendance israélo-palestinienne.